

Convention collective

IDCC : 8526. – **ARBORICULTURE FRUITIÈRE**
(CÔTES-D'ARMOR, DEUX-SÈVRES, ILLE-ET-VILAINE, LOIRE-ATLANTIQUE,
MAINE-ET-LOIRE, MAYENNE, MORBIHAN, SARTHE ET VENDÉE)

(8 avril 2003)

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2003,
Journal officiel du 5 août 2003)

AVENANT N° 1 DU 25 JUIN 2009

À L'ACCORD DU 26 NOVEMBRE 2002

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997171M

IDCC : 8526

Entre :

La fédération des producteurs de fruits de l'Ouest,

D'une part, et

La fédération générale de l'agriculture CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes des professions de
l'agriculture CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 2 « Révision. – Dénonciation », les mots « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Maine-et-Loire, cité administrative, 15 *bis*, rue Dupetit-Thouars, 49047 Angers Cedex 01 » est remplacé par « à la section agricole de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 7, rue Bouché-Thomas, BP 23607, 49036 Angers Cedex 01 ».

Article 2

L'article 5 « Décès » est abrogé et remplacé par :

« Il est prévu, en cas de décès, une garantie comprenant le versement d'un capital décès, d'une rente éducation et d'une indemnité frais d'obsèques.

Capital décès :

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut est versé à la demande du ou des bénéficiaires cités ci-dessous, selon l'ordre de priorité suivant, et à défaut de désignation expresse faite par le salarié :

- à son conjoint survivant, non séparé de corps ;
- à son cocontractant d'un pacte civil de solidarité ;
- à son concubin justifiant de 2 années de vie commune ;
- à ses enfants ;
- à ses héritiers.

Le capital est assorti :

- d'une majoration de 50 % pour le conjoint survivant, non séparé de corps, le cocontractant d'un pacte civil de solidarité ;
- d'une majoration de 25 % par enfant à charge.

Pour l'ouverture du droit au capital décès, l'invalidité absolue et définitive est assimilée au décès.

Rente éducation :

En cas de décès du salarié, chaque enfant à charge perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points jusqu'au jour de son 10^e anniversaire ;
- 75 points jusqu'au jour de son 17^e anniversaire ;
- 100 points de son 17^e anniversaire jusqu'à celui de son 26^e, s'il poursuit ses études.

La valeur du point est égale à celle du point Agri-Prévoyance, revalorisée chaque année au 1^{er} septembre.

Indemnité frais d'obsèques :

En cas de décès du conjoint non séparé de corps, du cocontractant d'un Pacs, du concubin, ou d'un enfant à charge du salarié, il est versé au salarié une indemnité de frais d'obsèques qui est égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès. »

Article 3

L'article 6 « Financement des garanties » est abrogé et remplacé par :

« La garantie est financée par une cotisation égale à 1,07 % des rémunérations brutes versées à l'ensemble des salariés dont 0,63 % au titre de l'incapacité temporaire, 0,19 % au titre de l'incapacité permanente et 0,25 % au titre de la garantie décès.

La ventilation de cette cotisation est définie comme suit :

Incapacité temporaire :

- 0,29 % supporté par l'employeur ;
- 0,34 % supporté par le salarié.

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1

et D. 1226-2 du code du travail ainsi que les indemnités journalières complémentaires au régime obligatoire de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,09 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Un taux d'appel de 90 % sera appliqué sur les cotisations de la garantie incapacité temporaire et charges sociales pour une durée de 2 ans à compter de la date d'effet du présent avenant. La cotisation incapacité temporaire sera de 0,56 % répartie à hauteur de 0,26 % part employeur et de 0,30 % part salarié, et de 0,08 % pour l'assurance des charges sociales à la charge de l'employeur.

Incapacité permanente :

- 0,13 % supporté par l'employeur ;
- 0,06 % supporté par le salarié.

Un taux d'appel de 90 % sera appliqué sur les cotisations de la garantie incapacité permanente pour une durée de 2 ans à compter de la date d'effet du présent avenant. La cotisation incapacité permanente sera de 0,17 % répartie à hauteur de 0,12 % part employeur et de 0,05 % part salarié.

Décès :

- 0,11 % supporté par l'employeur ;
- 0,14 % supporté par le salarié. »

Article 4

L'article 7 « Organisme gestionnaire » est abrogé et remplacé par :

« La gestion des garanties définies par le présent accord est confiée à Agri-Prévoyance, membre du groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris. »

Article 5

Les dispositions de l'accord collectif de prévoyance du 26 novembre 2002 des salariés et apprentis des exploitations arboricoles de certains départements de l'ouest de la France, non reprises dans le présent avenant, demeurent applicables.

Article 6

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2010.

Le présent accord pourra également, préalablement à son extension, être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des entreprises à compter du 1^{er} janvier 2010.

Fait à Angers, le 25 juin 2009.

(Suivent les signatures.)